

Conférence Europe Lille
18 octobre 1974

Louis Lemaire - R.N.S. :

EUROPE

Copie Document Européen

(56

Maintenant la parole est à M. Pierre Mauroy,

européen et socialiste.

M. MAUROY.- M. le Président, Mesdames, Messieurs, dans le monde tel qu'il va, au milieu des violences, des incertitudes, des craintes de l'avenir, il y a certes peu de projets pour lesquels nous puissions dire : voilà au moins une réponse à nos interrogations, voilà peut-être le chemin de la certitude et de l'espoir.

Eh bien la construction d'une Europe unie, d'une Europe forte, d'une Europe solidaire est pourtant de ceux-là.

Si nous sommes ici rassemblées c'est d'abord pour manifester une solidarité, celle de l'espérance partagée.

Les uns sont venus à l'Europe par l'expérience, d'autres par idéal. En ce qui me concerne j'y suis venu par mes racines, presque naturellement. On ne peut pas naître dans le Nord Pas de Calais, on ne peut pas y vivre sans être européen. Là la vie quotidienne est européenne.

Et je regrette qu'on n'ait pas senti cette possibilité de faire simplement l'Europe et de permettre aux citoyens, lorsqu'ils en exprimaient le désir, de passer par dessus nos frontières, qui n'existent pas, pour essayer de régler leurs problèmes de transport en commun, médicaux ou universitaires, comme nous aurions souhaité le faire, dans la communauté.

(Applaudissements)

Comme nous aurions souhaité le faire à travers cette grande agglomération de Lille qui ne se termine pas sur une frontière, mais se prolonge au-delà. Je ressens encore les admonestations adressées par les plus hautes autorités de l'Etat, quand un Président de cette région du Nord Pas de Calais voulait régler quelques problèmes mineurs par dessus la frontière avec la Belgique.

Lorsque les citoyens et les citoyennes veulent résoudre simplement leurs problèmes, il faut dès maintenant -et on a eu tort de ne pas le faire jusque là- leur permettre de les prendre en charge, c'est sans doute la meilleure façon de faire l'Europe.

(Applaudissements)

Au moment où j'ai l'honneur de prendre la parole devant vous, je voudrais rappeler que les socialistes ont toujours été présents dans ce débat européen. Je rappelle que Léon Blum, en France, face à ceux qui ne concevaient la paix que par l'écrasement de l'Allemagne, défendait l'idée de relever l'agresseur en même temps que les pays vainqueurs eux aussi dévastés.

Quelle satisfaction, non seulement pour les socialistes, mais pour les démocrates, (et en harmonie avec vous M. Daillet-) de saluer effectivement cette démocratie allemande qui au moins par l'Europe a répondu à une certaine expérience.

(Applaudissements)

Avant de parler de l'élargissement de l'Europe et des problèmes complexes certainement qu'il comporte -nous aurons certainement l'occasion de le faire en commission cet après-midi- je veux, puisque nous évoquons la démocratie allemande qui a été un fait bénéfique de l'Europe, saluer l'élargissement de la démocratie du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce.

(Applaudissements)

Elles sont, elles aussi, européennes, d'où les préoccupations marchandes légitimes que nous pourrions avoir, mais celles-là m'apparaissent tout de même d'une autre dimension.

Seulement si nous sommes européens -et je pense que notre Président a eu parfaitement raison de nous mettre une petite étiquette- nous ne pouvons pas nous contenter d'être seulement européens, comme les chœurs

de l'opéra qui disent : marchons, marchons et faisons l'Europe.

C'est d'ailleurs un peu ce qui s'est passé, mais c'était compréhensible, au lendemain de ce bouleversement de la guerre de 1940-45. C'est sans doute pourquoi l'Europe a été chargée de tant d'ambiguités que nous n'en sommes pas sortis tout à fait.

Alors je trouve légitime, que partageant l'espérance européenne, nous soyons ici avec les couleurs de nos projets de société, de nos différences et aussi de nos convergences. Ça me paraît tout à fait indispensable. Et le pluralisme de cette salle et de cette tribune en définitive est parfaitement souhaitable ; c'est la meilleure façon encore de faire l'Europe, en tout cas telle que nous la concevons.

(Applaudissements)

La première question que je voudrais poser devant vous est la suivante : où en est l'Europe ? Où en sont les Européens ? 21 ans de marché commun, 30 ans de construction européenne ont-ils suffi pour faire de l'Europe cette dimension nouvelle de notre vie quotidienne ? Cette deuxième citoyenneté à laquelle nous aspirons tous ?

Certes l'Europe existe par des institutions, des hommes, une vie juridique, administrative, politique. L'Europe est devenue un terrain d'échanges et de contacts.

Nous savons combien cette construction a coûté de longs et patients efforts à des centaines et des centaines de milliers de militants européens, et en particulier à ceux qui se trouvent dans cette salle, et ailleurs.

Mais est-ce suffisant ? Vous me permettez d'exprimer ici quelques regrets en constatant par exemple que l'Europe est restée muette au moment où les sociétés industrielles connaissaient une des plus grandes crises économiques de notre histoire.

La croissance de la production s'est ralentie sans doute pour longtemps. L'inflation ronge nos économies, tandis que la vague de chômage s'étend, entraînant toute une suite de conséquences humaines, sociales, dont nous n'avons pas encore pleinement conscience et dont les conséquences seront lourdes pour l'avenir.

Dans cette tourmente, force est de constater que l'Europe est restée absente, et souvent même cruellement inexistante.

Certes les institutions continuent à fonctionner. Elles sont maintenant entre elles et mènent leur train-train indispensable. Certes des hauts fonctionnaires de la commission de Bruxelles ont défendu avec talent et conviction des projets qui sans doute auraient mérité d'être retenus. Mais la technique peut-elle se substituer à la volonté politique ?

Or cette volonté politique précisément nous ne l'avons pas toujours suffisamment perçue.

Loin d'être une force de proposition, la communauté européenne traverse aujourd'hui une crise grave.

Comment admettre que les états européens aient été incapables, dernièrement encore, de s'unir pour la mise en place d'une politique énergétique comme seule réponse possible aux difficultés nées de la crise du pétrole.

(Applaudissements)

Certes il n'est plus temps de s'étendre longuement sur ce qui est ressenti par beaucoup comme un constat d'échec, si ce n'est pour en examiner les causes et en tirer peut-être quelques leçons pour l'avenir.

On l'a dit souvent, l'Europe a commencé à s'édifier sur des bases qui n'étaient qu'un point de départ dans le contexte d'une Europe libérale trop exclusivement centrée sur les relations commerciales.

ON a parlé de l'Europe des marchands. Je crois

que l'expression est juste. L'Europe s'est édifiée sans projet politique clair, abandonnant aux acteurs de la vie économique le soin de réaliser la grande idée européenne. Comment s'étonner alors que les institutions du marché commun se soient progressivement réduites à une zone de libre échange et aux mécanismes complexes, souvent injustes, de l'Europe verte ?

Comment s'étonner que l'emprise des sociétés multinationales ait grandi jusqu'à mettre en péril l'idée européenne elle-même ? Et si pendant bien des années les entreprises ont bénéficié du vaste marché et de l'extension de l'aire de consommation qu'offrait l'union européenne, créant ainsi les conditions d'une expansion commerciale sans précédent, qui constitue un acquis fondamental, on constatera aujourd'hui que le développement de ce capitalisme mondial passe par une remise en question de l'Europe des Neuf.

Celle-ci, loin de constituer un champ d'expansion, fait maintenant obstacle à la stratégie de libre échange universel.

Cette analyse explique une impuissance de l'Europe, dans tous les domaines où nous en attendions autre chose qu'une existence juridique, qu'une routine, qu'un train-train, à être véritablement une construction européenne.

(Applaudissements)

Je me permets d'ajouter que dans des domaines beaucoup plus faciles des décalages sont en train de naître sur le plan des états européens, et ceci depuis un certain nombre d'années. Je songe en particulier à l'énorme problème des décentralisations qui est peut-être, avec l'idée européenne, une des plus grandes idées de la fin de ce siècle.

Comment n'a-t-on pas pu discuter de ces problèmes, assurer une sorte de coopération entre ces pays euro-

péens également industrialisés et développés pour mettre en route justement cet effort de décentralisation ?

Ne voyez-vous pas que déjà s'amorce maintenant un décalage, qui deviendra grave si on n'y porte pas remède rapidement, entre la décentralisation exercée en Allemagne maintenant, demain en Belgique, en Angleterre, et celle que nous ne savons pas faire en France.

(Applaudissements)

A côté du problème de la décentralisation se pose celui de la région, et tout à l'heure il y a été fait allusion. Nous aurons de grandes régions charpentées sur le plan européen, mais quand ^{bien} même nous aurons effacé toutes les frontières il en restera une tangible, celle que nous avons créée, nous Français, en ne suivant pas le train de cette décentralisation et de cette régionalisation.

Je vais plus loin. Si les choses restent ce qu'elles sont, dans les 10 années qui viennent nous nous apercevrons, même s'il n'existe pas de frontière, rien qu'en regardant les villes eh bien que nous sommes en Belgique, en Angleterre ou en Allemagne.

Dans les autres pays -et je salue cet effort- qu'il s'agisse de l'Italie, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Hollande, de l'Angleterre, 40 % de ce que paient les habitants grosso modo sont donnés aux communes. Or celles-ci peuvent faire l'Europe, et ce n'est pas pour rien qu'il existe les communes d'Europe.

Que constatons-nous en France ? Que nous sommes loin des autres avec seulement 19 francs pour les communes, départements ou régions, et 81 francs pour l'Etat. Aussi pouvons-nous dire -et cette différence va s'accuser durant les prochaines années- que l'Etat en France vit au dessus de ses moyens et que les communes vivent au dessous des besoins et des aspirations européennes représentées par les habitants.

(Applaudissements)

Nous souhaitons que les Européens participent de façon pleine et entière au mouvement régional et communal. Car maintenant que nous voulons faire l'Europe ils se trouvent intégrés dans un processus et ils doivent nécessairement le prendre en considération.

Je voudrais aborder le dernier volet et dire que les socialistes, en dépit de ce constat d'échec, de ces insuffisances, veulent construire l'Europe. Ils l'ont confirmé en 1973 lors de leur congrès de Bagnolet en adoptant une motion intitulée "pour une Europe en marche avec le socialisme".

Ils veulent construire l'Europe pour des raisons évidentes, qui sont internationales. Les deux grandes puissances mondiales, USA et URSS, à la fois complices et adversaires dans leur rôle contestable de gendarmes de l'univers, alternent les périodes de tension et de détente. Leur récent accord sur le règlement au Moyen-Orient nous démontre, même sans porter de jugement de valeur sur son opportunité, l'absence encore de l'Europe sur la scène mondiale.

Celle-ci doit pouvoir s'affirmer en tant que force politique et comme facteur d'équilibre dans les relations internationales. Son manque de cohésion d'aujourd'hui accuse davantage encore la position dominante des Etats-Unis.

Même si la recherche de l'identité européenne n'implique pas une confrontation avec les Etats-Unis, confrontation qui serait excessive, elle doit se traduire par une coopération sur une base égalitaire et totale d'indépendance.

(Applaudissements)

A côté de ces raisons internationales, de ces raisons économiques évidentes, cette Europe véritable dans le jeu de la diplomatie mondiale ne se réalisera que dans la mesure où elle saura sauvegarder son indé-

pendance économique et monétaire.

Il faut répondre au défi des entreprises multinationales et au privilège pernicieux d'un dollar roi, échappant à tout contrôle politique la puissance des grandes firmes les met en état de jouer un pays contre un autre, de spéculer sur les fluctuations monétaires, de menacer l'emploi de millions de travailleurs et l'avenir de régions entières.

Nous savons qu'aucun pays européen n'a la capacité de mener par lui-même une politique réellement autonome. Certains ont cru pouvoir lutter contre le gigantisme supranational par le repli national. Quelle erreur !

La seule ligne de défense consiste à combattre l'emprise des firmes multinationales à l'échelle même où elles se développent, c'est-à-dire dans le champ de bataille européen que nous avons choisi.

Enfin, permettez moi de vous dire ceci : les socialistes souhaitent une Europe s'ouvrant de plus en plus au socialisme. C'est un formidable défi qui nous est lancé d'abord sur la transformation de notre modèle de développement, qui comporte, à notre avis, deux priorités : rechercher un mode de croissance plus économe en énergie et qui assure le plein emploi. Il serait vain de croire que la solution à ces problèmes appartient à l'un ou à l'autre de nos états.

Il n'y aura de réponse durable à ce fantastique défi et à la crise actuelle qu'à l'échelon de l'Europe et par la coopération et les décisions prises sur le plan européen.

Voilà pourquoi nous avons accueilli favorablement l'idée de Parlement élu au suffrage universel direct.

Voilà pourquoi nous aurons l'occasion d'y défendre nos idées bien entendu, et ce sera l'application de la démocratie, nous pensons surtout que ce sera l'occasion de pouvoir mobiliser les citoyens, les travailleurs,

c'est ce qui lui a justement manqué depuis sa création. C'est sans doute la grande force de cette élection au suffrage universel.

Je voudrais terminer mon propos en vous rappelant la conviction des socialistes de la nécessité de faire l'Europe. Nous pensons que nos idées -qui comme vous le savez font leur chemin- sont celles d'une révolution pacifique, de la révolution du possible, indispensable sur le plan européen.

Nous pensons que l'Europe depuis un millénaire déjà, ou un peu plus, est le berceau d'un équilibre que les Européens ont trouvé. Eh bien il faut faire l'Europe pour retrouver cet équilibre dont le monde a grand besoin.

Les Européens ont été peut-être parmi les seuls, ou à peu près, au monde à avoir ce sens d'une culture, d'un équilibre. Nous sommes confrontés à une fantastique crise. Aucun état ne trouvera le moyen d'arriver à une solution par ses propres moyens. Il nous faut faire l'Europe pour avoir une nouvelle dimension économique.

Je sais que sur ce plan là nos idées divergent, mais je suis persuadé que tout le monde, quelles que soient ses idées, est convaincu que pour l'Europe libérale ou socialiste il faut une dimension européenne.

Je dis qu'il faut faire l'Europe pour ce projet de société. Maintenant la guerre s'estompe. Voilà tout de même trente ans qu'elle est terminée. Certes nous vivons toujours sous Yalta d'une certaine manière, mais les citoyens, les travailleurs ne vivent plus et ne raisonnent plus comme ils le faisaient après la guerre. Ils sont déjà après Yalta.

Deux projets de société sont mis en explication, ils les connaissent, ils en ont fait le tour, ils les ont subis d'une certaine façon, ils n'acceptent pas la société de contrainte qui est celle de l'est, mais ils n'ad-

mettent pas davantage la société dite de liberté, qui est bien souvent une société de l'impuissance et de la fausse liberté, parce qu'elle comporte trop d'inégalités et de privilèges, celle de l'ouest.

Sans doute l'espérance est-elle née d'une autre société qui puisse concilier la liberté qui n'est pas tout à fait la liberté si elle ne peut pas allier la justice.

Eh bien cette espérance d'un nouveau projet de société alliant la liberté et la justice, nous pensons que c'est en Europe justement qu'il peut naître, se développer, s'installer. C'est pour nous une raison de croire qu'il est indispensable de faire cette Europe.

Mais nous le savons, l'Europe sous cette forme reste à faire. De toute façon, compte tenu de l'enjeu et des problèmes l'Europe restera toujours une idée neuve, aujourd'hui comme demain.

Merci de votre attention.

(Applaudissements)

M. LEPRINCE RINGUET.- Merci M. Mauroy, vous êtes un "gars" du Nord, et les "gars" du Nord ont quelque chose de fort, de solide. Vous êtes à Lille, c'est-à-dire dans une région vraiment très centrale pour l'ensemble de l'activité européenne, région d'échanges, de contacts, proche de la Belgique, du Luxembourg, de l'Allemagne.

Vous avez l'Europe dans le sang, vous ressentez les problèmes européens de façon très forte. Je suis très heureux que vous ayez pris parti pour l'orientation socialiste. Car un élément est intéressant dans notre congrès, chacun marque sa position. Cela permet de nourrir d'une façon parfaitement démocratique les différentes formes de pensée qui toutes convergent vers l'Europe, mais avec des orientations, des attitudes, des colorations différentes.